

Intervention de Michel Mercier
Garde des Sceaux, ministre de la Justice et des Libertés
Déjeuner annuel du Syndicat de la presse économique, juridique et politique(SPEJP)
Mercredi 29 juin 2011

Mesdames et Messieurs les parlementaires,
Mesdames et Messieurs les magistrats,
Mesdames et Messieurs les représentants des professions juridiques et judiciaires,
Mesdames et Messieurs les représentants de la presse économique, juridique et politique,

Monsieur le président,

Mesdames, Messieurs,

Je suis ravi de pouvoir être avec vous aujourd'hui, au sein d'une bien éminente assemblée, pour évoquer les avancées déjà réalisées et celles encore à venir pour la modernisation de notre justice.

Je vous remercie de m'avoir convié à ce déjeuner, et je profite de l'occasion qui m'est ainsi donnée pour saluer la grande diversité de la presse spécialisée, en matière économique, juridique et politique. Je suis ravi de pouvoir rencontrer les responsables de maisons d'édition juridique, dont je lisais déjà attentivement les publications au cours de mes études de droit.

Nous sommes tous ici des lecteurs attentifs de cette presse qui fait référence tant pour les praticiens que chez les responsables publics. Dire que nous lisons ou connaissons tous les titres serait très excessif, puisque vous disiez à l'instant Monsieur le président qu'il y en a plus de 300. Cette presse s'est d'ailleurs beaucoup diversifiée et a amélioré son accessibilité avec la possibilité de consultation en ligne.

Vous avez évoqué, Monsieur le président, un certain nombre de questions, qui constituent en effet le cœur des réformes conduites par le gouvernement depuis le début de la législature. Depuis plus de 4 ans, les réformes ont été nombreuses en faveur de la modernisation de nos institutions et en particulier de la justice, pour la modernisation de notre droit civil et pénal et pour la modernisation enfin des professions juridiques et judiciaires.

Les enjeux de ces réformes sont d'importance et les attentes de nos concitoyens très fortes, parce que nos institutions, en particulier la Justice, sont les garantes des droits et libertés, les garantes aussi de la cohésion et de la paix sociales.

I. Nous avons tout d'abord renforcé les garanties de l'Etat de droit.

1. La révolution juridique, pour reprendre vos termes, que constitue la question prioritaire de constitutionnalité, est l'un des progrès majeurs dans ce sens.

La question prioritaire de constitutionnalité révolutionne, en effet, l'approche du contrôle de constitutionnalité, en ouvrant la possibilité à tout justiciable de soulever, devant toute juridiction, la non-conformité d'une législation aux droits et libertés constitutionnellement garantis.

En un an, la nouvelle procédure a déjà produit des effets considérables : elle se traduit ainsi par l'inscription dans la loi du 14 avril 2011 d'une meilleure garantie des droits des personnes en garde à vue – notamment grâce au renforcement attendu des droits de la défense, et en particulier par la présence effective de l'avocat dès le début de la procédure et au cours des auditions. Résultat d'une procédure de QPC également, le renforcement du contrôle du juge sur les mesures d'hospitalisation sans consentement, qui vient d'être adopté par le Parlement.

Les justiciables se sont pleinement saisis de cette nouvelle procédure : au cours de sa première année de mise en œuvre, le Conseil constitutionnel a reçu 124 questions prioritaire de constitutionnalité (nous en sommes même à 165 aujourd'hui) – mais le nombre de QPC examinées par la Cour de cassation et le Conseil d'Etat, pour filtrage avant transmission au Conseil constitutionnel, est évidemment très supérieur (près de 500 en un an).

2. Vous évoquiez la situation de nos **prisons**. Je dois souligner que nous nous sommes engagés tant sur le plan du droit que sur le plan immobilier à améliorer la situation des détenus, pour leur garantir des conditions dignes de détention et le respect de leurs droits fondamentaux. Tel a été l'objectif de la création du Contrôleur général des lieux de privation de liberté, qui est à mettre au crédit de cette majorité.

Tel a été l'objectif de la loi pénitentiaire de 2009, tel est aussi celui du programme immobilier pénitentiaire, dont j'ai lancé la nouvelle mouture il y a quelques semaines à peine. Il faut en effet construire de nouvelles places mais aussi moderniser nos prisons. Avant avril 2012, nous ouvrirons encore trois nouveaux établissements – Lille-Annoeullin, que j'inaugurerai la semaine prochaine, Réau (en Seine-et-Marne) qui ouvrira en octobre et Nantes dans le premier trimestre 2012. Nous avoisinerons alors les 58 000 places – et à l'horizon 2018, la France sera dotée de 70 000 places de détention

La presse se penche régulièrement sur la hausse du nombre de détenus (+ 2.2% entre le 1^{er} juin 2010 et le 1^{er} juin 2011) – nous sommes aujourd'hui à 64 971 personnes en détention.

Je voudrais apporter quelques précisions pour mettre fin à certaines idées fausses sur cette question.

Le taux d'incarcération en France se situe dans une fourchette moyenne par rapport aux autres pays de l'Union – nous avons un taux de 97 détenus pour 100 000 habitants, là où l'Espagne en a 157, le Royaume-Uni 148, ou l'Allemagne 89 et 66 pour le Danemark.

Il est tout à fait inexact de dire que l'augmentation observée ces derniers mois du nombre de détenus est le signe d'une politique du « tout carcéral ». Cette augmentation est liée à la volonté politique d'exécuter mieux et plus rapidement les peines prononcées.

Par ailleurs, j'ai placé l'aménagement des peines et les alternatives à l'incarcération au cœur des priorités de mon action : nous venons de passer la barre des 10 000 aménagements de peine au 1^{er} juin ; et, depuis un an, ce sont près de 2000 placements sous surveillance électronique supplémentaires – soit au 1^{er} juin, 7 645 PSE.

Bien sûr la situation des prisons retient toute notre attention, et nous devons tout mettre en œuvre pour offrir des conditions dignes de détention.

3. S'agissant de la réforme de la procédure pénale, enfin, un travail considérable a été mené, puisque nous avons procédé à deux réformes prioritaires – la réforme de la garde à vue désormais en vigueur, et la participation des citoyens au fonctionnement de la justice, pour laquelle la loi a été adoptée ce matin même par la commission mixte paritaire.

II. Quant aux professions juridiques et judiciaires, les avancées législatives ont là aussi été nombreuses. Trois lois ont déjà été adoptées, et d'autres doivent encore intervenir.

Ces textes ouvrent de nouvelles possibilités à ces professions, renforçant leur cœur de métier, avec le souci constant du respect de leurs compétences propres et sans remettre en cause les équilibres définis entre elles.

Ainsi, la loi du 28 mars 2011 relative à la modernisation des professions judiciaires ou juridiques et à certaines professions réglementées a élargi les compétences des avocats, notamment avec la création de l'acte contresigné. Le texte a conforté les compétences des notaires, en réaffirmant le principe de l'acte notarié pour les transactions foncières, en leur confiant l'établissement des actes de notoriété et l'enregistrement de certains Pacs.

La loi favorise également une **meilleure collaboration** entre les professionnels du droit pour améliorer les services rendus aux justiciables. Avec l'interprofessionnalité capitalistique, avocat, notaire, huissier de justice, commissaire-priseur judiciaire, expert-comptable, commissaire aux comptes et conseil en propriété industrielle, peuvent unir leur force au sein d'une même structure et rendre ainsi un service plus complet à leurs clients.

La loi favorise aussi le travail en commun entre les avocats français et ceux des autres pays de l'Union européenne, ces derniers pourront être associés au sein des cabinets français. Ce point est important à l'heure où les dossiers sont rarement limités à un seul Etat, au sein d'un espace de libre échange et de libre circulation.

III. En ce qui concerne les moyens des juridictions, il s'agit d'une question tout à fait centrale, et j'ai entendu y apporter des réponses concrètes. Je me suis engagé à renforcer les effectifs de magistrats, de fonctionnaires et de greffiers.

Pour répondre précisément à votre question, en 2011, ce sont 760 greffiers qui entreront à l'Ecole nationale des greffes (avec 399 créations de postes nettes). Notre engagement va au-delà de cette année bien évidemment : en 2012, 770 greffiers entreront à l'Ecole et encore 678 en 2013. Ce seront donc plus de 2 200 entrées en 3 ans, ce qui représente plus de 1 200 créations nettes d'emplois.

C'est une politique très volontariste que nous menons pour ces recrutements, alors qu'entrent en vigueur une série de réformes qui confient de nouvelles compétences aux juridictions. J'ai d'ailleurs veillé à ce que les réformes soient accompagnées des moyens nécessaires – pour la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale, par exemple, ce sont ainsi 108 nouveaux postes de greffiers créés.

Les effectifs seront encore renforcés avec la création de la réserve judiciaire, qui concerne les greffiers et les greffiers en chef, ainsi que les magistrats ; les décrets sont en cours de parution et le dispositif sera efficient dès l'été.

III. J'en viens aux questions qui intéressent directement les éditeurs de presse

1. Le droit français offre une protection forte des données personnelles, mais en tant que tel le droit à l'oubli n'est pas formellement inscrit dans notre droit.

Ce droit à l'oubli a pris une dimension nouvelle avec la montée en puissance des réseaux Internet – sur Google, et les réseaux sociaux, les données sont mises à disposition de façon mondialisée, avec en raison de l'ampleur du réseau et de son caractère international les plus grandes difficultés à faire effacer les informations personnelles, ou les données inexactes ou erronées.

Conscient des difficultés soulevées, le gouvernement a signé en 2010 avec les acteurs du secteur une Charte du droit à l'oubli – reprenant les principes protecteurs de la loi Informatique et libertés quant à la protection des données personnelles.

Des moyens d'action restent toujours possible devant la justice, sur le fondement de l'injure ou de la diffamation, ou en vertu du droit au respect de la vie privée inscrit à l'article 9 du Code civil – ni la nature du média, Internet, ni les moyens techniques utilisés ne font obstacle à l'application de ces protections. Evidemment, il revient au juge de concilier le respect de la vie privée avec le droit à l'information et à la liberté d'expression.

2. J'entends bien vos inquiétudes sur la mise en place d'une plateforme électronique unique en matière de publicité légale, envisagée au niveau communautaire : les annonces légales représentent une partie de votre activité, elles sont aussi une formalité essentielle et requise par le droit.

La création d'une telle plateforme correspond à l'évolution de nos sociétés, qui vivent désormais au rythme des nouvelles technologies. Elle est bien sûr aussi une mesure de simplification utile pour les entreprises.

Si l'outil est utile et l'objectif poursuivi légitime, la France a attiré l'attention sur la nécessité d'évaluer les conséquences de cette réforme sur le modèle de publication des annonces légales de chacun des Etats-membres. Lors des négociations communautaires, la France a soutenu le droit pour chaque État de maintenir des publicités additionnelles dans le cadre de la plateforme de publicité légale. Le projet de directive ne fait actuellement plus l'objet de discussions et ne sera pas relancé par la prochaine présidence de l'Union.

Au plan national, les représentants de la presse ont été complètement associés à la définition du projet de plateforme nationale ; et ce projet tient compte des conséquences prévisibles de la mise en œuvre d'une plateforme unique pour le financement de la presse.

3. Quant aux sujets qui concernent plus largement l'activité de presse, vous souleviez la question de **l'exequatur** que, dans sa proposition de révision du règlement « Bruxelles I », la commission européenne envisage de supprimer. Vous

rappeliez, Monsieur le président, que seront exclus du champ de cette abolition tous les jugements et décisions relatives à la presse.

D'une manière générale, nous considérons que la suppression de l'exequatur est une démarche prématurée, la France et la quasi-totalité des Etats-membres ont d'ailleurs exprimé d'importantes réserves sur la faisabilité du projet à court terme.

La **réforme du contentieux administratif**, sauf exception, confie à la compétence du tribunal administratif, et non plus au Conseil d'Etat, l'examen des recours contre les décisions des organismes collégiaux – dès lors, comme vous le notiez, les décisions de la commission paritaire des publications et agences de presse doivent être contestées en premier ressort devant le tribunal administratif.

Cette réforme vise à recentrer l'activité du Conseil d'Etat sur son rôle de cour régulatrice par le biais du contrôle de cassation. Je crains qu'un retour au droit antérieur ne soit ni possible, ni même souhaitable. L'introduction d'un nouveau chef de compétence ne serait envisageable qu'en raison de motifs nouveaux et impérieux.

Or, je crois que vous n'avez pas à craindre cette réforme, car les tribunaux administratifs ont considérablement amélioré leurs délais de jugements. Je comprends bien qu'un jugement en premier ressort ouvre des possibilités d'appel voire de cassation – mais admettons aussi que ces voies procédurales sont une garantie fondamentale de notre justice, et l'assurance justement d'une plus grande sécurité juridique pour chacun d'entre nous.

Mesdames, Messieurs,

Comme vous le voyez, les sujets qui nous intéressent sont passionnants, et constituent autant de défis pour le garde des Sceaux que je suis, car ils touchent au respect des droits et libertés de tous, et plus largement au respect des valeurs qui fondent notre pacte républicain.

Je sais pouvoir compter sur votre vigilance dans l'analyse des évolutions du droit et de la justice. Je crois que nous devons être toujours attentifs aux débats qui s'expriment dans vos colonnes – le principe du contradictoire, si précieux à notre procédure judiciaire, est toujours source d'équilibre et d'enrichissement.